BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 684

43 – HAUTE-LOIRE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DU PUY-EN-VELAY

Ventes et cessions

325 131 787 RCS Le Puy en Velay.
SCI HYDRO ENERGIE.
Forme : Société Civile Immobilière.
Capital : 1372041.16 EUR.
Adresse : Le Moulin d'Ouspis, 43260 Saint-Hostien.
Oppositions : Art. L.236-15 du code de commerce.
Commentaires : SCI HYDRO ENERGIE ", société civile immobilière au capital social de 1.372.041,16 €, dont le siège social est situé à SAINT-HOSTIEN (43260), Le Moulin d'Ouspis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LE PUY-EN-VELAY sous le numéro 325131787 Commentaires : AVIS DE PROJET DE FUSION de la " SCI HYDRO ENERGIE " par la " SOCIETE DE GESTION DE CENTRALES ELECTRIQUES " Société absorbante : " SOCIETE DE GESTION DE CENTRALES ELECTRIQUES ", société à responsabilité limitée au capital social de 21.342,86 €, dont le siège social est situé à SAINT-HOSTIEN (43260), Le Moulin d'Ouspis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LE PUY-EN-VELAY sous le numéro 328441043 Société absorbée : " SCI HYDRO ENERGIE ", société civile immobilière au capital social de 1.372.041,16 €, dont le siège social est situé à SAINT-HOSTIEN (43260), Le Moulin d'Ouspis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LE PUY-EN-VELAY sous le numéro 325131787 Evaluation de l'actif net de la " SCI HYDRO ENERGIE " dont la transmission à la " SOCIETE DE GESTION DE CENTRALES ELECTRIQUES " est prévue : 123 1697 € Rapport d'échange des droits sociaux : Néant Le projet de fusion établi le 12 juin 2026, ainsi que l'avenant établi le 23 juillet 2026 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de LE PUY-EN-VELAY au nom des deux sociétés le 3 août 2026. Oppositions : Art. L.236-14 du Code du commerce.